



Paris, le 11 octobre 2024

PLF et PLFSS 2025 : le budget NO FUTURE

Le pouvoir d'achat et les entreprises sont les grandes victimes de l'incurie budgétaire

Ce jeudi, le Gouvernement a présenté le Projet de Loi de Finances (PLF) et le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) pour 2025. Comme les entrepreneurs le craignaient, les entreprises et les salariés feront les frais d'une gestion déplorable de la dépense publique. Ces budgets mettent fin à une parenthèse de 7 années de stabilité fiscale et sociale.

Ces dernières semaines, CroissancePlus a rappelé à de multiples reprises qu'il serait nocif de mettre davantage à contribution l'appareil productif français pour compenser les dérives budgétaires de l'État, de la Sécurité Sociale et des Collectivités. Rappelons que le niveau de la pression fiscale et sociale sur les entreprises en France représente 41 % du PIB contre une moyenne de 34 % dans l'OCDE classant la France sur le podium des pays les plus taxés de l'UE.

En faisant fi de ces mises en garde, les budgets proposés viennent contredire deux grands objectifs politiques de préservation du pouvoir d'achat et de la compétitivité compromettant pour l'avenir de la France :

- Menace sur le pouvoir d'achat et l'emploi :

Alors que chacun s'accorde **pour que le travail paye davantage**, le Gouvernement a décidé de fondre les systèmes d'exonérations en un barème unique. Si le caractère simplificateur de cette mesure est le bienvenu, **il masque cependant une hausse des cotisations sociales de plus de 4 milliards d'euros**. Cette mesure va encore augmenter le coût du travail pour l'employeur, au détriment du salaire net perçu par le salarié et de la compétitivité de notre économie. En parallèle, en remboursant 10% du prix des consultations médicales et en les transférant à l'assurance privée, le Gouvernement conduira mécaniquement les complémentaires santé à augmenter leurs tarifs, et donc à **renchérir le coût de la protection sociale payée par l'employeur et le salarié**. Concrètement, pour le même niveau de prestation, nous paierons autant à la Sécurité Sociale et davantage aux complémentaires privées.

- Menace sur la compétitivité des entreprises :

L'objectif de réindustrialisation et de montée en gamme de notre économie est menacé, non seulement par l'augmentation du coût du travail mais également par le

nouveau report de la suppression de la CVAE. Pour mémoire, cet impôt local payé par les entreprises avant même qu'elles ne dégagent du résultat pénalise prioritairement les entreprises à fort niveau d'investissement et employant de nombreux salariés, typiquement les industries, partout en France.

CroissancePlus sera également extrêmement vigilante aux **propositions de rabout qui pèsent sur l'apprentissage, les Jeunes Entreprises Innovantes et le Crédit Impôt Recherche**. Si ces trois dispositifs peuvent être optimisés, ils demeurent cependant essentiels pour préparer notre avenir. L'apprentissage conduit 1 million de jeunes vers l'emploi et le CIR et les JEI permettent à notre pays de rester une nation phare dans la recherche et développement. Nous invitons donc les responsables politiques à refuser d'hypothéquer l'avenir de nos enfants pour payer nos frais courants.

A l'inverse, avec **plus de 1600 milliards d'euros de dépense publique annuelle**, CroissancePlus enjoint le Gouvernement et les parlementaires à résolument réformer la sphère publique pour la rendre plus efficace et moins dispendieuse.

Parmi les sujets structurels qu'il conviendra de traiter figurent notamment : le temps de travail dans la fonction publique qu'il convient d'aligner sur celui de la sphère privée, les jours de carence, la superposition des entités administratives et des collectivités locales ou encore la persistance de régimes spéciaux totalement anachroniques.

Concernant notre modèle social, il convient désormais de faire preuve de courage et de l'adapter à notre nouvelle réalité démographique. Pour mémoire, la moitié de la hausse de la dépense publique ces 7 dernières années est le fait de nos régimes retraites.

A ce titre, **il devient nécessaire de mettre en place une portion de capitalisation collective, universelle et obligatoire**, sur le modèle de l'ERAFP. Enfin, le financement global du système social doit être davantage partagé, car il ne peut plus reposer que sur les actifs. **Un transfert de cotisations devra être envisagé vers un prélèvement à assiette plus large, comme la CSG ou la TVA.**

Enfin, CroissancePlus déplore le manque de transparence et de visibilité de ce budget. 6,5 milliards d'euros d'économies ou de hausses de taxes ne sont pas encore documentées, plusieurs mesures sont renvoyées à des décrets sans contrôle démocratique, et les mesures d'impact sur les entreprises sont inexistantes.

Audrey Louail, Présidente de CroissancePlus déclare « *Ces propositions de budgets marquent hélas la victoire du court terme sur le long terme, du présent sur l'avenir. Nous ne pouvons plus raisonner efficacement à cadre constant : l'action publique et la solidarité sociale doivent être fondamentalement réformées à la lumière de la situation actuelle du pays. Pour nos entreprises, nos salaires et notre avenir économique, il est minuit moins une. Néanmoins, les entrepreneurs de CroissancePlus seront toujours ouverts et disponibles à la discussion pour proposer des réformes structurelles.* »

Contact presse :

Guillaume Bazaille : guillaume.bazaille@bazailleconsulting.com

Croissance₊**plus**
Grandir ensemble

Premier réseau français des entrepreneurs de croissance créé en 1997,
CroissancePlus se veut force de propositions et d'influence auprès des pouvoirs publics
et leaders d'opinion pour favoriser la croissance des entreprises
et la création d'emplois en France.

152 boulevard Haussmann 75008 Paris

contact@croissanceplus.com | www.croissanceplus.com